

## **National Association of Fleet Administrators**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

La NAFA Fleet Management Association (NAFA) est l'organisme national qui représente les gestionnaires de parc automobile. Ses membres sont un moteur de l'économie, de la productivité, de l'emploi et de la croissance économique. Pour renforcer la croissance économique viable, la NAFA et ses organisations membres souhaitent l'instauration d'un incitatif fiscal modeste pour les gestionnaires canadiens qui mettent leurs parcs automobiles à niveau pour les rendre plus verts et plus éconergétiques. C'est une mesure qui affichera aussi le leadership du virage vert du parc automobile du Canada, améliorant la qualité de vie des Canadiens, aspect clé de la poursuite du développement économique. Un remboursement d'impôt partiel des taxes de vente à l'achat de véhicules éconergétiques favoriserait grandement la mise à niveau écologique des milliers de systèmes de parc automobile du Canada du secteur public et du secteur privé. Pour assurer l'accès de tous les gestionnaires de parc automobile canadiens du secteur public et du secteur privé à ce crédit, la NAFA propose que les gouvernements et les autres entités qui bénéficient d'une exonération d'impôt puissent déduire ce crédit d'impôt de la taxe sur la masse salariale qu'ils paient en tant qu'employeurs. L'ajout de ce crédit d'impôt dans l'analyse du coût du cycle de vie du parc automobile est le facteur qui permettra aux gestionnaires de parc automobile du secteur privé, du gouvernement, des services publics et des universités publiques de faire la bonne chose pour l'environnement en demeurant raisonnables sur le plan financier. Ce serait une façon rentable de garnir de façon substantielle notre parc automobile national de véhicules éconergétiques. Le remboursement d'impôt pourrait être structuré comme suit pour en optimiser l'efficacité au dollar près (sur la base de 200 000 ventes de parc automobile par année) : pour les entités non exonérées d'impôt, remboursement de 10 % de la taxe de vente sur les mises à niveau éconergétiques, à hauteur de 200 \$ par véhicule (10 % à hauteur de 2 000 \$ de taxes de vente). Pour les entités exonérées d'impôt, un crédit d'impôt applicable à la taxe sur la masse salariale équivalent à 10 % de la taxe de vente à l'acquisition de véhicules éconergétiques pour les parcs automobiles, à hauteur de 200 \$ par véhicule.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

**3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

**4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

**5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*